

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

Ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire

NOR : CPAX2011459R

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre des solidarités et de la santé et du ministre de l'action et des comptes publics,

Vu la Constitution, notamment son article 38 ;

Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 123-20 ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code des douanes ;

Vu le livre des procédures fiscales ;

Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963 modifiée, notamment son article 60 ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 11 ;

Vu la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période ;

Vu l'ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 modifiée relative à la prolongation de droits sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 modifiée relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux ;

Vu l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 modifiée portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation des délais et des procédures applicables à l'implantation ou la modification d'une installation de communications électroniques afin d'assurer le fonctionnement des services et des réseaux de communications électroniques ;

Vu l'ordonnance n° 2020-326 du 25 mars 2020 relative à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics ;

Vu l'ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 adaptant le droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives pendant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-389 du 1^{er} avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel ;

Vu l'ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire ;

Vu l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur, section des finances, section des travaux publics, section sociale et section de l'administration) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Ordonne :

Article 1^{er}

L'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° A l'article 1^{er} :

a) Au I, les mots : « l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré dans les conditions de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée » sont remplacés par les mots : « le 23 juin 2020 inclus » ;

b) Le II est complété par un 12° ainsi rédigé :

« 12° Aux délais pour l'établissement des actes de l'état civil relatant des événements survenus à compter du 24 mai 2020 » ;

2° Au premier alinéa de l'article 3, le mot : « deux » est remplacé par le mot : « trois » ;

3° Au dernier alinéa de l'article 7, les mots : « jusqu'à l'expiration d'une période de sept jours suivant la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré dans les conditions de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 30 mai 2020 inclus » ;

4° A l'article 10 :

a) Au premier alinéa, les mots : « jusqu'à la fin de la période définie au I de l'article 1^{er} » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 août 2020 inclus » ;

b) Au 2°, après les mots : « du titre II », sont insérés les mots : « des première, deuxième et troisième parties » et les mots : « des articles 67 D et 345 bis » sont remplacés par les mots : « de l'article 67 D » ;

c) Le même 2° est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, sont suspendus à compter du 12 mars 2020 et jusqu'au 23 juin 2020 inclus et ne courent qu'à compter de cette dernière date, s'agissant de ceux qui auraient commencé à courir pendant cette même période, les délais prévus aux articles L. 18, L. 64 B, L. 80 B, L. 80 C et L. 80 CB du livre des procédures fiscales et ceux prévus à l'article 345 bis du code des douanes. » ;

5° A l'article 12 :

a) Au premier alinéa, les mots : « pendant la période définie au I de l'article 1^{er} de la présente ordonnance » sont remplacés par les mots : « entre cette date et le 30 mai 2020 inclus » ;

b) Au cinquième alinéa, les mots : « excède la période définie au I de l'article 1^{er} de la présente ordonnance, » sont remplacés par les mots : « court au-delà du 30 mai 2020, » ;

6° L'article 12 *quinquies* est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 24 mai 2020, reprennent leur cours les délais relatifs aux avis, actes et procédures qui permettent la réalisation d'opérations d'aménagement, d'ouvrages et de projets immobiliers nécessaires à la préparation, à l'organisation ou au déroulement des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. »

Article 2

L'ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° Après le 2° du I de l'article 2, il est inséré un 3° ainsi rédigé :

« 3° Les décisions fixant les orientations et les mesures propres à assurer l'insertion scolaire, mentionnées au 1° du I de l'article L. 241-6 du code de l'action sociale et des familles, ainsi que les prestations associées, mentionnées aux quatrième, cinquième, sixième et huitième alinéas du 2° du présent I, applicables au titre de l'année scolaire 2019-2020 sont reconduites pour l'année scolaire 2020-2021, soit jusqu'au 31 août 2021 inclus, en l'absence de décision de la commission mentionnée à l'article L. 241-5 du même code au 31 juillet 2020.

« Sont exclues de cette prolongation les décisions d'orientation qui aboutiraient à un redoublement de fait. Pour celles-ci, les demandes font l'objet d'un examen prioritaire par la commission. » ;

2° Au premier alinéa de l'article 4, les mots : « et la fin du mois suivant celui de la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, le cas échéant, prolongé dans les conditions prévues par cet article. » sont remplacés par les mots : « et le 30 juin 2020 inclus. »

Article 3

L'ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° Au troisième alinéa du IV de l'article 1^{er}, les mots : « jusqu'à la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, le cas échéant prolongé dans les conditions prévues par cet article, » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 mai 2020 inclus, » ;

2° Au I de l'article 2, les mots : « du dernier alinéa » sont remplacés par les mots : « des deux derniers alinéas ».

Article 4

L'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° A l'article 1^{er}, les mots : « jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, augmentée d'une durée de deux mois » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 juillet 2020 inclus » ;

2° A l'article 5, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article sont applicables aux contrats soumis au code de la commande publique ainsi qu'aux contrats publics qui n'en relèvent pas, en cours ou conclus durant la période courant du 12 mars 2020 jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, augmentée d'une durée de deux mois. »

Article 5

L'ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° A l'article 1^{er} :

a) Au premier alinéa, les mots : « pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire déclarée sur le fondement de l'article 4 de la loi susvisée du 23 mars 2020 » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 juin 2020 inclus » ;

b) Au troisième alinéa, les mots : « dans un délai d'un mois à compter de la fin de l'état d'urgence sanitaire » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 juillet 2020 inclus » ;

2° A l'article 2 :

a) Au premier alinéa, les mots : « pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire déclarée sur le fondement de l'article 4 de la loi susvisée du 23 mars 2020 » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 juin 2020 inclus » ;

b) Au troisième alinéa, les mots : « dans un délai de trois mois à compter de la fin de l'état d'urgence sanitaire » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 septembre 2020 inclus » ;

3° Au troisième alinéa de l'article 3, les mots : « pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire déclarée sur le fondement de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 juin 2020 inclus » ;

4° A l'article 4 :

a) A la première phrase, les mots : « Pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire » sont remplacés par les mots : « Jusqu'au 23 juin 2020 inclus » ;

b) A la seconde phrase, les mots : « jusqu'à deux mois après l'expiration de la durée de l'état d'urgence sanitaire » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 août 2020 inclus ».

Article 6

L'ordonnance n° 2020-326 du 25 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° A l'article 1^{er}, les mots : « les mesures de restriction de circulation et de confinement décidées par le Gouvernement à compter du 12 mars 2020 ainsi que l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée sont constitutifs » sont remplacés par les mots : « la période du 12 mars au 10 août 2020 inclus est constitutive » ;

2° L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. – Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables dans les conditions définies au XIII du même article 60 de la loi du 23 février 1963. »

Article 7

L'ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° L'article 1^{er} est complété par les mots : « , à l'exception des dispositions des articles 3 et 4 qui sont applicables jusqu'au 15 juillet 2020 inclus et sous réserve des dispositions de l'article 6 » ;

2° A l'article 3 :

a) Au premier alinéa, les mots : « à l'expiration de la période prévue à l'article 1^{er} » sont remplacés par les mots : « le 15 juillet 2020 à minuit » ;

b) Au second alinéa, les mots : « jusqu'à l'expiration du délai prévu à l'article 1^{er} » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 15 juillet 2020 inclus » ;

3° A l'article 4, les mots : « à l'expiration de la période prévue à l'article 1^{er} » sont remplacés par les mots : « le 15 juillet 2020 à minuit » ;

4° A l'article 6 :

a) Au premier alinéa, les mots : « pendant la période mentionnée à l'article 1^{er} » sont remplacés par les mots : « pendant la période courant du 12 mars 2020 au 30 juin 2020 inclus » ;

b) Au deuxième alinéa, après le mot : « peuvent, » sont ajoutés les mots : « jusqu'à l'expiration de la période prévue à l'article 1^{er}, » ;

c) Au troisième alinéa, les mots : « pendant la période mentionnée à l'article 1^{er} » sont remplacés par les mots : « pendant la période courant du 12 mars 2020 au 30 juin 2020 inclus » et le mot : « inclus » est inséré après les mots : « jusqu'au 30 juin 2020 ».

Article 8

L'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° Au premier alinéa de l'article 1^{er}, après les mots : « au 31 décembre 2020 » est ajouté le mot : « inclus » ;

2° Au premier alinéa de l'article 5, après les mots : « agents publics de la fonction publique » sont ajoutés les mots : « civile et militaire » ;

3° Au II de l'article 6, les mots : « jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, augmentée d'une durée de deux mois » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 23 juillet 2020 inclus ».

Article 9

L'ordonnance du 1^{er} avril 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° Au premier alinéa du I de l'article 1^{er}, les mots : « jusqu'à une date fixée à trois mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée et, le cas échéant, prorogé sur le fondement des articles L. 3131-12 à L. 3131-14 du code de la santé publique. » sont remplacés par les mots : « et jusqu'au 31 août 2020 inclus. » ;

2° A l'article 2 :

a) Au premier alinéa, les mots : « est engagée par l'employeur dans les trois mois qui suivent la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée et, le cas échéant, prorogé sur le fondement des articles L. 3131-12 à L. 3131-14 du code de la santé publique » sont remplacés par les mots : « est engagée par l'employeur à une date qu'il fixe librement entre le 24 mai et le 31 août 2020 inclus, sans que cette date ne puisse être antérieure à la date à laquelle il lui est fait obligation d'engager cette procédure, » ;

b) Au 1°, les mots : « et la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, » sont remplacés par les mots : « et le 31 août 2020 inclus, ».

Article 10

Au premier alinéa des articles 1^{er} et 2 de l'ordonnance du 15 avril 2020 susvisée, les mots : « le terme de l'état d'urgence sanitaire déclaré par la loi du 23 mars 2020 susvisée ou, si elle est antérieure, la date de reprise de l'agent dans des conditions normales, » sont remplacés par les mots : « le 31 mai 2020 inclus ».

Article 11

L'ordonnance du 22 avril 2020 susvisée est ainsi modifiée :

1° A la seconde phrase de l'article 2, après le mot : « accomplies » sont insérés les mots : « directement auprès de celui-ci ou » ;

2° Au III de l'article 10, les mots : « et la fin du dernier mois de l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, le cas échéant prolongé dans les conditions prévues par cet article, » et les mots : « jusqu'à la fin du dernier mois de l'état d'urgence sanitaire déclaré en application de l'article 4 de la loi du 23 mars 2020 susvisée, le cas échéant prolongé dans les conditions prévues par cet article. » sont remplacés respectivement par les mots : « et le 30 juin 2020 inclus » et par les mots : « jusqu'au 30 juin 2020 inclus. »

Article 12

Lorsque le terme de la période d'application des ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi du 23 mars 2020 susvisée est défini par référence à la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la même loi, ce terme peut, pour tenir compte de l'évolution de la situation sanitaire, être avancé par décret en Conseil d'Etat.

Article 13

I. – La première phrase de l'article 14 de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 susvisée est complétée par les mots : « dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020. » Dans la première phrase du second alinéa du même article, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « La présente ordonnance, dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020, ».

II. – L'article 7 de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 susvisée est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La présente ordonnance est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020. »

III. – L'article 2 de l'ordonnance n° 2020-320 du 25 mars 2020 susvisée est complété par les mots : « dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 ».

IV. – La première phrase de l'article 7 de l'ordonnance n° 2020-347 du 27 mars 2020 susvisée est complétée par les mots : « , dans sa rédaction résultant de l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 ».

V. – L'article 7 de l'ordonnance n° 2020-351 du 25 mars 2020 susvisée est complété par les mots : « , dans leur rédaction résultant de l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 ».

VI. – Les dispositions de l'article 6 de la présente ordonnance sont applicables dans les conditions définies à l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-326 du 25 mars 2020 susvisée.

VII. – Les dispositions de l'article 12 de la même ordonnance sont applicables sur l'ensemble du territoire de la République.

Article 14

Le Premier ministre, la ministre des armées, la ministre de la transition écologique et solidaire, le ministre des solidarités et de la santé, le ministre de l'économie et des finances, la ministre du travail, le ministre de l'action et des comptes publics et la ministre des outre-mer sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 13 mai 2020.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
EDOUARD PHILIPPE

*Le ministre de l'action
et des comptes publics,*
GÉRALD DARMANIN

La ministre des armées,
FLORENCE PARLY

*La ministre de la transition écologique
et solidaire,*
ELISABETH BORNE

*Le ministre des solidarités
et de la santé,*
OLIVIER VÉRAN

*Le ministre de l'économie
et des finances,*
BRUNO LE MAIRE

La ministre du travail,
MURIEL PÉNICAUD

La ministre des outre-mer,
ANNICK GIRARDIN

JORF n° 0118 of May 14, 2020
text n° 25

Ordinance No. 2020-560 of May 13, 2020 setting the time limits applicable to various procedures during the health emergency period

NOR: CPAX2011459R

ELI: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/5/13/CPAX2011459R/jo/texte>

Alias: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/ordonnance/2020/5/13/2020-560/already/texte>

The President of the Republic,
On the report of the Prime Minister, the Minister of Solidarity and Health and the Minister of Action and Public Accounts,
Having regard to the Constitution, in particular its article 38;
Given the code of administrative justice, in particular its article R. 123-20;
Given the defense code;
Having regard to the customs code;
Given the book of tax procedures;
Considering the law n° 63-156 of February 23, 1963 of finance for 1963 modified, in particular its article 60;
Considering the law n° 2020-290 of March 23, 2020 of emergency to face the epidemic of covid-19, in particular its article 11;
Considering the law n° 2020-546 of May 11, 2020 extending the state of health emergency and supplementing its provisions;
Considering the ordinance n° 2020-306 of March 25, 2020 modified relating to the extension of the deadlines expired during the health emergency period and to the adaptation of the procedures during this same period;
Having regard to Ordinance No. 2020-312 of March 25, 2020, as amended, relating to the extension of social rights;
Considering the ordinance n° 2020-313 of March 25, 2020 modified relating to the adaptations of the rules of organization and operation of the social and medico-social establishments;
Considering the ordinance n° 2020-319 of March 25, 2020 modified carrying various measures of adaptation of the rules of award, procedure or execution of contracts subject to the code of public procurement and public contracts that do not fall under it during the health crisis arising from the covid-19 epidemic;
Considering the ordinance n° 2020-320 of March 25, 2020 relating to the adaptation of the deadlines and the procedures applicable to the establishment or the modification of an installation of electronic communications in order to ensure the operation of the services and the networks of electronic communications;
Considering the ordinance n° 2020-326 of March 25, 2020 relating to the personal and pecuniary responsibility of the public accountants;
Having regard to Ordinance No. 2020-347 of March 27, 2020 adapting the law applicable to the operation of public establishments and collegiate administrative bodies during the state of health emergency;
Considering the ordinance n° 2020-351 of March 27, 2020 relating to the organization of examinations and competitions during the health crisis born from the epidemic of covid-19;
Having regard to Ordinance No. 2020-389 of April 1, 2020 on emergency measures relating to employee representative bodies;
Considering the ordinance n° 2020-430 of April 15, 2020 relating to the taking of days of reduction of working time or holidays in the public service of the State and the territorial public service for the period of health emergency ;
Considering the ordinance n° 2020-460 of April 22, 2020 modified carrying various measures taken to face the epidemic of covid-19;
The Council of State (interior section, finance section, public works section, social section and administration section) heard; Having
heard the Council of Ministers,
Orders:

Article 1

The ordinance n° 2020-306 of March 25, 2020 referred to above is thus modified:

1° In article 1:

a) In I, the words: "the expiration of a period of one month from the date of cessation of the state of health emergency declared under the conditions of article 4 of the law of March 23, 2020 referred to above "are replaced by the words:" June 23, 2020 inclusive ";

b) The II is supplemented by a 12° worded as follows:

"12° Deadlines for the establishment of civil status documents relating to events occurring from May 24, 2020";

2° In the first paragraph of article 3, the word: "two" is replaced by the word: "three";

3° In the last paragraph of article 7, the words: "until the expiration of a period of seven days following the date of cessation of the state of health emergency declared under the conditions of article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020 "are replaced by the words:" until May 30, 2020 inclusive ";

4° In article 10:

a) In the first paragraph, the words: "until the end of the period defined in I of article 4" are replaced by the words: "until

- a) In the first paragraph, the words: "until the end of the period defined in I of article 1" are replaced by the words: "until 23 August 2020 inclusive";
- b) In 2°, after the words: "of title II", the words: "of the first, second and third parts" are inserted and the words: "of articles 67 D and 345 bis" are replaced by the words: " section 67 D ";
- c) The same 2° is supplemented by a paragraph worded as follows:
 "However, are suspended from March 12, 2020 and until June 23, 2020 inclusive and only run from this last date, in the case of those who would have started to run during this same period, the deadlines provided for in Articles L. 18, L. 64 B, L. 80 B, L. 80 C and L. 80 CB of the book of tax procedures and those provided for in Article 345 bis of the Customs Code."
 5° In article 12:
 a) In the first paragraph, the words: "during the period defined in I of article 1 of this order" are replaced by the words: "between this date and May 30, 2020 inclusive";
 b) In the fifth paragraph, the words: "exceeds the period defined in I of article 1 of this order," are replaced by the words: "runs beyond May 30, 2020,";
 6° Article 12d is supplemented by a paragraph worded as follows:
 "From May 24, 2020, the periods relating to notices, acts and procedures which allow the carrying out of development operations, works and real estate projects necessary for the preparation, organization or running of the 2024 Olympic and Paralympic Games."

Article 2

The ordinance n° 2020-312 of March 25, 2020 referred to above is modified as follows:

1° After 2° of I of article 2, a 3° is inserted as follows:

"3° The decisions setting the orientations and the measures to ensure school integration, mentioned in 1° of I of article L. 241-6 of the code of social action and families, as well as the associated benefits, mentioned in the fourth, fifth, sixth and eighth paragraphs of 2° of this I, applicable for the 2019-2020 school year, are renewed for the 2020-2021 school year, i.e. until August 31, 2021 inclusive, in the absence of a decision from the commission mentioned in article L. 241-5 of the same code as of July 31, 2020.

"Orientation decisions which would result in de facto repetition are excluded from this extension. For these, the requests are subject to a priority examination by the commission. "

2° In the first paragraph of article 4, the words: "and the end of the month following that of the cessation of the state of health emergency declared by article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020, the case if necessary, extended under the conditions provided for in this article. " are replaced by the words: " and June 30, 2020 inclusive. "

Article 3

The ordinance n° 2020-313 of March 25, 2020 referred to above is thus modified:

1° In the third paragraph of IV of article 1, the words: "until the date of cessation of the declared state of health emergency by article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020, if necessary extended under the conditions provided for in this article, " are replaced by the words: " until May 23, 2020 inclusive, ";

2° In I of article 2, the words: "of the last paragraph" are replaced by the words: "of the last two paragraphs".

Article 4

The abovementioned ordinance n° 2020-319 of March 25, 2020 is thus modified:

1° In article 1, the words: "until the end of the state of health emergency declared by article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020, increased by two months " are replaced by the words: " until July 23, 2020 inclusive ";

2° In article 5, a paragraph is added as follows:

"The provisions of this article are applicable to contracts subject to the public procurement code as well as to public contracts which do not fall under it, in progress or concluded during the period from March 12, 2020 until the end of the state of health emergency declared by article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020, increased by two months. "

Article 5

The ordinance n° 2020-320 of March 25, 2020 referred to above is modified as follows:

1° In article 1:

a) In the first paragraph, the words: "during the duration of the state of health emergency declared on the basis of article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020 " are replaced by the words: " until June 23, 2020 inclusive ";

b) In the third paragraph, the words: "within one month of the end of the state of health emergency" are replaced by the words: "until 23 July 2020 inclusive";

2° In article 2:

a) In the first paragraph, the words: "during the duration of the state of health emergency declared on the basis of article 4 of the abovementioned law of March 23, 2020" are replaced by the words: "up

b) In the third paragraph, the words: "within three months of the end of the state of health emergency" are replaced by the words: "until 23 September 2020 inclusive";

3° In the third paragraph of article 3, the words: "during the duration of the state of health emergency declared on the basis of article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020" are replaced by the words: "Until June 23, 2020 inclusive";

4° In article 4:

a) In the first sentence, the words: "During the duration of the state of health emergency" are replaced by the words: "Until June 23, 2020 inclusive";

b) In the second sentence, the words: "up to two months after the expiration of the term of the

Article 6

The abovementioned ordinance n° 2020-326 of March 25, 2020 is thus modified:

the abovementioned ordinance n° 2020-560 of March 27, 2020 is thus modified:

1 ° In article 1, the words: "the measures of restriction of circulation and confinement decided by the Government as from March 12, 2020 as well as the state of health emergency declared by article 4 of the law of March 23, 2020 referred

to above are constitutive "are replaced by the words:" the period from March 12 to August 10, 2020 inclusive is constitutive ";

2 ° Article 2 is replaced by the following provisions:

"Art. 2.-The provisions of article 1 are applicable under the conditions defined in XIII of the same article 60 of the law of February 23, 1963. "

Article 7

The aforementioned ordinance n ° 2020-347 of March 27, 2020 is thus modified:

1 ° Article 1 is supplemented by the words: ", with the exception of the provisions of articles 3 and 4 which are applicable until July 15 2020 included and subject to the provisions of article 6 ";

2 ° In article 3:

a) In the first paragraph, the words: "at the end of the period provided for in article 1" are replaced by the words: "July 15, 2020 at midnight";

b) In the second paragraph, the words: "until the expiry of the period provided for in article 1" are replaced by the words: "until July 15, 2020 inclusive";

3 ° In article 4, the words: "at the end of the period provided for in article 1" are replaced by the words:

4 ° In article 6:

a) In the first paragraph, the words: "during the period mentioned in article 1" are replaced by the words: "during the period running from March 12, 2020 to June 30, 2020 inclusive";

b) In the second paragraph, after the word: "may," are added the words: "until the expiration of the period provided for in article 1,";

c) In the third paragraph, the words: "during the period mentioned in article 1" are replaced by the words: "during the period running from March 12, 2020 to June 30, 2020 inclusive" and the word: "included" is inserted after the words: "until June 30, 2020".

Article 8

The abovementioned ordinance n ° 2020-351 of March 27, 2020 is thus modified:

1 ° In the first paragraph of article 1, after the words: "on December 31, 2020" is added the word: "included";

2 ° In the first paragraph of article 5, after the words: "public officials of the public service" are added the words: "civil and military";

3 ° In II of article 6, the words: "until the end of the state of health emergency declared by article 4 of the law of March 23, 2020 referred to above, increased by a duration of two months "Are replaced by the words:" until July 23, 2020 inclusive ".

Article 9

The aforementioned ordinance of April 1, 2020 is thus modified:

1 ° In the first paragraph of I of article 1, the words: "until a date fixed at three months after the date of cessation of the state of emergency health declared in application of article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020 and, if necessary, extended on the basis of articles L. 3131-12 to L. 3131-14 of the public health code. "Are replaced by the words:" and until August 31, 2020 inclusive. ";

2 ° In article 2:

a) In the first paragraph, the words: "is engaged by the employer within three months following the date of cessation of the state of health emergency declared by article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020 and, if necessary, extended on the basis of articles L. 3131-12 to L. 3131-14 of the public health code "are replaced by the words:" is engaged by the employer on a date that he freely sets between May 24 and August 31, 2020 inclusive, without this date being prior to the date on which it is required to initiate this procedure, ";

b) In 1 °, the words: "and the date of cessation of the state of health emergency declared by article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020" are replaced by the words: "and August 31 2020 included, ".

Article 10

In the first paragraph of articles 1 and 2 of the aforementioned ordinance of 15 April 2020, the words: "the end of the state of health emergency declared by the aforementioned law of 23 March 2020 or, if it is earlier, the date agent recovery under normal conditions, "are replaced by the words:" May 31, 2020 inclusive ".

Article 11

The ordinance of April 22, 2020 referred to above is amended as follows:

1 ° In the second sentence of article 2, after the word: "completed" are inserted the words: "directly to it or";

2 ° In III of article 10, the words: "and the end of the last month of the state of health emergency declared in application of article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020, if necessary extended in the conditions provided for by this article, "and the words:" until the end of the last month of the state of health emergency declared in application of article 4 of the aforementioned law of March 23, 2020, if necessary extended under the conditions provided for in this article.

"Are replaced respectively by the words:" and June 30, 2020 inclusive "and by the words:" until June 30, 2020 inclusive. "

Article 12

When the end of the period of application of orders taken on the basis of article 11 of the aforementioned law of March 23, 2020 is defined by reference to the cessation of the state of health emergency declared by article 4 of the same law, this term can, to take into account the evolution of the health situation, be advanced by decree in Council of State.

Article 13

I.-The first sentence of article 14 of the ordinance n° 2020-306 of March 25, 2020 referred to above is supplemented by the words: "in its drafting resulting from ordinance n° 2020-560 of May 13, 2020. "In the first sentence of the second paragraph of the same article, the word: " It "is replaced by the words:" This order, in its drafting resulting from order no. 2020-560 of May 13, 2020, ".

II.-Article 7 of the ordinance n° 2020-319 of March 25, 2020 referred to above is supplemented by a paragraph thus drafted:

"This ordinance is applicable in the Wallis and Futuna islands, in French Polynesia, in New Caledonia and in French Southern and Antarctic Lands in its drafting resulting from Ordinance No. 2020-560 of May 13, 2020. "

III.-Article 2 of the ordinance n° 2020-320 of March 25, 2020 referred to above is supplemented by the words: "in its drafting resulting from ordinance n° 2020-560 of May 13, 2020".

IV.-The first sentence of article 7 of the ordinance n° 2020-347 of March 27, 2020 referred to above is supplemented by the words: ", in its drafting resulting from the ordinance n° 2020-560 of May 13, 2020 "

V.- Article 7 of the ordinance n° 2020-351 of March 25, 2020 referred to above is supplemented by the words: ", in their wording resulting from ordinance n° 2020-560 of May 13, 2020".

VI.-The provisions of article 6 of this order are applicable under the conditions defined in article 2 of order n° 2020-326 of March 25, 2020 referred to above.

VII.-The provisions of article 12 of the same ordinance are applicable on the whole of the territory of the Republic.

Article 14

The Prime Minister, the Minister for the Armed Forces, the Minister for Ecological and Solidarity Transition, the Minister for Solidarity and Health, the Minister for the Economy and Finance, the Minister for Labor, the Minister for Action and Public Accounts and the Minister for Overseas are each responsible for the application of this order, which will be published in the Official Journal of the French Republic.

Dated May 13, 2020.

Emmanuel Macron

By the President of the Republic:

Prime Minister

Edouard Philippe

The Minister for Action and Public Accounts,

Gérald Darmanin

The Minister of the Armed Forces,

Florence Parly

The Minister for the ecological and united transition,

Elisabeth Borne

The Minister of Solidarity and Health,

Olivier Véran

The Minister of Economy and Finance,

Bruno Le Maire

The Minister of Labor,

Muriel Pénicaud

Overseas Minister

Annick Girardin